

Art. 5. § 1^{er}. Les montants fixés à l'article 2, §§ 1^{er} à 3 inclus, doivent être payés dans les deux mois de l'approbation du compte annuel.

Lors de l'obtention d'une première autorisation comme entreprise de gardiennage ou d'un premier agrément comme entreprise de sécurité, ces montants doivent toutefois être payés dans le mois de la notification de l'autorisation ou de l'agrément obtenus.

§ 2. Les montants fixés à l'article 2, § 4, doivent être payés la première fois dans le mois de la notification de l'autorisation obtenue pour pouvoir exercer des activités en tant que service interne de gardiennage et ensuite chaque année au plus tard douze mois après le premier paiement.

§ 3. Les montants fixés à l'article 2, § 5, doivent être payés dans le mois qui suit le début de chaque cycle d'instruction et de formation.

Art. 6. Le produit des redevances est versé au budget des voies et moyens.

Art. 7. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Art. 5. § 1. De bedragen bepaald in artikel 2, §§ 1 tot en met 3, moeten binnen de twee maanden na de goedkeuring van de jaarrekening betaald worden.

Bij het bekomen van een eerste vergunning als bewakingsonderneming of een eerste erkenning als beveiligingsonderneming, moeten deze bedragen echter betaald worden binnen de maand na de kennisgeving van de bekomen vergunning of de bekomen erkenning.

§ 2. De bedragen bepaald in artikel 2, § 4 moeten betaald worden de eerste maal, binnen de maand na de kennisgeving van de bekomen vergunning om activiteiten als interne bewakingsdienst te mogen uitoefenen en daarna elk jaar uiterlijk twaalf maanden na de eerste betaling.

§ 3. De bedragen bepaald in artikel 2, § 5 moeten binnen de maand na de aanvang van elke vormings- en opleidingscyclus betaald worden.

Art. 6. De opbrengst van de retributies wordt gestort op de rijksmiddelenbegroting.

Art. 7. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

F. 91 — 1347

21 MAI 1991. — Arrêté royal relatif à l'autorisation des entreprises de gardiennage ou des services internes de gardiennage et à l'agrément des entreprises de sécurité

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, notamment les articles 2, § 1^{er}, et 4;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o la loi : la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage;

2^o le personnel d'exécution : les personnes visées à l'article 6 de la loi;

3^o le personnel dirigeant : les personnes visées à l'article 5 de la loi;

4^o le matériel de sécurité : les systèmes d'alarme et leurs composants visés à l'article 12, alinéa 1^{er} de la loi;

5^o l'organisme accrédité de certification ou de contrôle : l'organisme défini à l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais.

CHAPITRE II. — *Autorisation des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage*

Art. 2. Toute personne physique ou morale qui sollicite l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage ou d'organiser un service interne de gardiennage adresse, à cette fin, une demande au Ministre de l'Intérieur, Direction générale de la Police générale du Royaume, par lettre recommandée à la poste.

La demande comprend les documents et renseignements suivants :

1^o Pour les personnes morales :

a) l'acte constitutif et les statuts de la société;

b) la liste des personnes siégeant au conseil d'administration avec indication des nom, prénoms, date de naissance, nationalité et adresse complète; _

N. 91 — 1347

21 MEI 1991. — Koninklijk besluit betreffende het verlenen van vergunningen aan bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten en de erkenning van beveiligingsondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, inzonderheid op de artikelen 2, § 1, en 4;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan onder :

1^o de wet : de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten;

2^o uitvoerend personeel : de personen bedoeld in artikel 6 van de wet;

3^o leidinggevend personeel : de personen bedoeld in artikel 5 van de wet;

4^o beveiligingsmaterieel : de alarmsystemen en hun componenten bedoeld in artikel 12, eerste lid van de wet;

5^o geaccrediteerde certificatie — of keuringsinstelling : instelling gedefiniëerd in artikel 1 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie — en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria.

HOOFDSTUK II. — *Vergunning van bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten*

Art. 2. Elke natuurlijke of rechtspersoon die om een vergunning vraagt om een bewakingsonderneming te exploiteren of een interne bewakingsdienst op te zetten, richt daartoe een aanvraag bij ter post aangetekende brief aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie.

De aanvraag bevat de volgende bescheiden en inlichtingen :

1^o Voor de rechtspersonen :

a) de oprichtingsakte en de statuten van de vennootschap;

b) de lijst van de personen die in de raad van bestuur zitting hebben met opgave van naam, voornamen, geboortedatum, nationaliteit en volledig adres;

2° Pour les personnes morales et les personnes physiques :

- a) le numéro d'immatriculation au registre du commerce et une copie du certificat d'immatriculation;
- b) la preuve qu'elles savent satisfaire aux conditions fixées dans l'arrêté royal du 14 mai 1991 relatif aux moyens financiers et à l'équipement technique des entreprises de gardiennage, des entreprises de sécurité et des services internes de gardiennage;
- c) pour les entreprises de gardiennage ou les services internes de gardiennage qui sont en activité à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, une liste du personnel dirigeant et du personnel d'exécution en indiquant les nom, prénoms, date de naissance, nationalité, adresse complète et en précisant si ce personnel était en service avant ou après le 29 mai 1990;
- d) pour les entreprises de gardiennage ou les services internes de gardiennage qui ne sont pas encore en activité à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, une liste du personnel dirigeant et une estimation du personnel d'exécution avec indication des nom, prénoms, date de naissance, adresse complète, mention des qualifications obtenues et de la date d'obtention de celles-ci;

3° Pour les personnes visées aux points 1°, b, et 2°, c et d, un original ou une copie d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs délivré pour une administration publique, ou un certificat équivalent si ces personnes sont domiciliées à l'étranger. Le certificat de bonnes conduite, vie et mœurs ou le certificat équivalent ne peut dater de plus de six mois au moment de l'introduction de la demande.

La demande doit, en outre, mentionner clairement les activités, visées aux articles 1^{er}, §§ 1^{er} et 2, de la loi, pour lesquelles une autorisation est demandée.

CHAPITRE III. — Agrément des entreprises de sécurité

Art. 3. Toute personne physique ou morale qui sollicite son agrément en vue d'exploiter une entreprise de sécurité adresse, à cette fin, une demande, en deux exemplaires, au Ministre de l'Intérieur, Direction générale de la Police générale du Royaume, par lettre recommandée à la poste.

La demande comprend les documents et renseignements visés à l'article 2.

Elle est, en outre, accompagnée des documents suivants :

1° Pour les entreprises occupant moins de 50 travailleurs, l'attestation d'installateur-électricien visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 6 décembre 1988 instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle d'installateur-électricien dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat;

2° Le certificat d'enregistrement comme entrepreneur avec attestation d'enregistrement à la date de la demande, en application des articles 8 à 10 de l'arrêté royal du 5 octobre 1978 portant exécution des articles 299bis et 299ter, § 6, 2° du Code des Impôts sur les revenus et des articles 30bis et 30ter, § 9, 2° de la loi du 27 juin 1989 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

Art. 4. § 1^{er}. Au Ministère de l'Intérieur est créée une « commission d'agrément des entreprises de sécurité », ci-après dénommée commission d'agrément, composée des personnes suivantes :

1° le directeur général de la Direction générale de la Police générale du Royaume ou son délégué, qui assume la présidence;

2° deux membres de la police communale;

3° deux membres de la gendarmerie;

4° trois membres des associations professionnelles représentatives de l'industrie d'alarme et qui sont membres d'Euralarm;

5° trois membres des associations professionnelles des installateurs-électriciens agréées par le Ministère des Classes moyennes;

6° un membre d'un organisme de certification ou de contrôle accrédité;

7° un secrétaire.

Pour chaque membre est désigné un suppléant.

§ 2. Le secrétariat de la commission d'agrément est assumé par la Direction générale de la Police générale du Royaume.

§ 3. Les membres sont nommés par le Ministre de l'Intérieur pour une période de cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

Le membre suppléant remplace le membre effectif qui est empêché.

Le mandat des membres et des membres suppléants prend fin à leur démission.

2° Pour de rechtspersonen en de natuurlijke personen :

- a) het inschrijvingsnummer in het handelsregister en een copie van het inschrijvingsbewijs;
- b) het bewijs dat kan voldaan worden aan de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 14 mei 1991 betreffende de financiële middelen en de technische uitrusting van bewakingsondernemingen, beveiligingsondernemingen en interne bewakingsdiensten;
- c) wat de bewakingsondernemingen of de interne bewakingsdiensten betreft die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit in werking zijn, een lijst van het leidinggevend en van het uitvoerend personeel met opgave van naam, voornamen, geboortedatum, nationaliteit, volledig adres en het feit of het voor of na 29 mei 1990 in dienst was;
- d) wat de bewakingsondernemingen of de interne bewakingsdiensten betreft die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit nog niet in werking zijn, een lijst van het leidinggevend personeel en een raming van het uitvoerend personeel met opgave van naam, voornamen, geboortedatum, nationaliteit, volledig adres, vermelding van de behaalde kwalificaties en de datum waarop;

3° Voor de personen bedoeld in de punten 1°, b, en 2°, c en d, een origineel of een kopie van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag bestemd voor een openbaar bestuur, of een gelijkwaardig getuigschrift indien die personen hun woonplaats hebben in het buitenland. Het getuigschrift van goed zedelijk gedrag of het gelijkwaardig getuigschrift mag niet meer dan zes maanden oud zijn op het ogenblik dat de aanvraag wordt ingediend.

In de aanvraag dient daarenboven duidelijk te worden vermeld voor welke activiteiten bedoeld in artikel 1, §§ 1 en 2 van de wet een vergunning wordt aangevraagd.

HOOFDSTUK III. — Erkennung van beveiligingsondernemingen

Art. 3. Elke natuurlijke of rechtspersoon die om een erkenning vraagt om een beveiligingsonderneming te exploiteren, richt daartoe bij ter post aangetekende brief een aanvraag in twee exemplaren aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie.

De aanvraag bevat de bescheiden en inlichtingen bedoeld in artikel 2.

Zij gaat bovendien vergezeld van de volgende bescheiden :

1° Voor de ondernemingen met minder dan 50 arbeiders, het getuigschrift van electrotechnisch installateur bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 6 december 1968 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van electro-technisch installateur in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen;

2° Het bewijs van registratie als aannemer met registratieattest op datum van aanvraag, met toepassing van de artikelen 8 tot 10 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 299bis en 299ter, § 6, 2° van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikelen 30bis en 30ter, § 9, 2° van de wet van 27 juni 1989 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Art. 4. § 1. Bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken wordt een « commissie voor de erkenning van beveiligingsondernemingen » opgericht, hierna erkenningscommissie genoemd, die samengesteld is uit :

1° de directeur-generaal van de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie of zijn afgevaardigde, die het voorzitterschap waarneemt;

2° twee leden van de gemeentepolitie;

3° twee leden van de rijkswacht;

4° drie leden van beroepsverenigingen die representatief zijn voor de alarmindustrie en lid zijn van Euralarm;

5° drie leden van de beroepsverenigingen van de electro-technische installateurs erkend voor het Ministerie van Middenstand;

6° een lid van een geaccrediteerde certificatie- of keuringsinstelling;

7° een secretaris.

Voor elk lid wordt een plaatsvervanger aangeduid.

§ 2. Het secretariaat van de erkenningscommissie wordt waargenomen door de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie.

§ 3. De leden worden benoemd door de Minister van Binnenlandse Zaken voor een termijn van vijf jaar. Hun mandaat is vernieuwbaar.

Het plaatsvervangend lid vervangt het effectief lid dat verhinderd is.

Het mandaat van de leden en van de plaatsvervangende leden eindigt bij hun ontslag.

Le mandat des membres et des membres suppléants nommés après le renouvellement de la commission d'agrément s'achève à son prochain renouvellement.

§ 4. En attendant que les conditions d'accréditation nécessaires soient établies pour les organismes de certification et de contrôle, le Ministre de l'Intérieur nomme comme membre d'un organisme de certification ou de contrôle accrédité, un membre d'un organisme semblable désigné par lui.

§ 5. La commission d'agrément donne au Ministre de l'Intérieur un avis motivé sur la demande d'agrément, dans les septante-cinq jours qui suivent l'introduction du dossier complet.

S'il n'est pas donné dans le délai prescrit, l'avis est réputé défavorable.

Art. 5. La commission d'agrément ne peut émettre un avis valable que si la majorité des membres sont présents; l'avis est donné à la majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Si la majorité des membres ne sont pas présents, une nouvelle réunion est organisée dans un délai de quinze jours.

Dans ce cas, la commission délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 6. Après réception de l'avis de la commission d'agrément, le Ministre de l'Intérieur prend une décision. Si celle-ci s'écarte de l'avis de la commission d'agrément, elle doit être motivée.

Le Ministre de l'Intérieur communique par lettre recommandée à la poste au requérant l'agrément ou le refus d'agrément.

CHAPITRE IV. — Dispositions communes

Art. 7. Les demandes de renouvellement doivent être introduites à la Direction générale la Police générale du Royaume au moins six mois avant l'expiration de l'autorisation ou de l'agrément.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication.

Art. 9. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Het mandaat van de leden en van de plaatsvervangende leden die benoemd zijn na de vernieuwing van de erkenningscommissie eindigt bij de volgende vernieuwing ervan.

§ 4. In afwachting dat de nodige accreditatievoorwaarden vastgelegd zijn voor de certificatie- en keuringsinstellingen, benoemt de Minister van Binnenlandse Zaken als lid van een geaccrediteerde certificatie- of keuringsinstelling, een lid van een door hem aangegeven gelijkaardige instelling.

§ 5. De erkenningscommissie geeft de Minister van Binnenlandse Zaken binnen vijftenzeventig dagen na het indienen van het volledig dossier een met redenen omkleed advies over de aanvraag tot erkenning.

Indien het advies niet binnen de voorgeschreven termijn wordt uitgebracht, wordt het geacht ongunstig te zijn.

Art. 5. De erkenningscommissie kan slechts een geldig advies uitbrengen als de meerderheid van de leden aanwezig is; het advies wordt uitgebracht bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

Indien de meerderheid van de leden niet aanwezig is, wordt een nieuwe vergadering belegd binnen een termijn van vijftien dagen.

In dit geval beraadslaagt de commissie rechtsgeldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 6. Na ontvangst van het advies van de erkenningscommissie neemt de Minister van Binnenlandse Zaken een beslissing. Indien deze afwijkt van het advies van de erkenningscommissie moet ze gemotiveerd zijn.

De erkenning of weigering van erkenning wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken bij per post aangetekende brief aan de aanvrager meegedeeld.

HOOFDSTUK IV. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 7. De aanvragen tot vernieuwing moeten ten minste zes maanden voor het aflopen van de vergunning of erkenning ingediend worden bij de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 1348.

21 MAI 1991. — Arrêté royal modifiant diverses dispositions légales et réglementaires pour les mettre en conformité avec la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel, notamment l'article 20;

Vu la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 14, § 2;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 1348

21 MEI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van verscheidene wettelijke en reglementaire bepalingen ten einde deze in overeenstemming te brengen met de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden, inzonderheid op het artikel 20;

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op het artikel 14, § 2;

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 19 mars 1991, *Moniteur belge* du 29 mars 1991.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 19 maart 1991, *Belgisch Staatsblad* van 29 maart 1991.